

Et nous devrions faire confiance à la « science » de l'industrie pharmaceutique ?

William Engdahl

Le 29 juillet 2021 – Source [New Eastern Outlook](#)
Traduction : [lesakerfrancophone.fr](#)

F. William Engdahl est consultant en risques stratégiques et conférencier, il est diplômé en politique de l'Université de Princeton et est un auteur à succès sur le pétrole et la géopolitique, exclusivement pour le magazine en ligne *New Eastern Outlook*.

L'indéboulonnable chef du NIAID, Tony Fauci, a demandé à plusieurs reprises au public de «faire confiance à la science», alors qu'il passe lui-même d'une opinion scientifique à une autre. Ce qui n'est jamais mentionné dans les grands médias occidentaux et presque partout dans le monde, c'est le bilan scientifique des principaux géants pharmaceutiques mondiaux fabricants de vaccins. En bref, il est épouvantable et alarmant à l'extrême. Ce seul fait devrait empêcher les gouvernements d'imposer à leurs populations des injections expérimentales radicales et non testées, sans avoir procédé à des tests approfondis à long terme pour garantir leur sécurité.

En avril dernier, alors que le programme de vaccination américain battait son plein, le conseiller en chef de Biden pour la Covid-19, M. Fauci, 80 ans, directeur de l'Institut national des allergies et des maladies infectieuses (NIAID) depuis 1984, annonçait que les Centres américains de contrôle des maladies (CDC) et la Food and Drug Administration (FDA) avaient décidé d'ordonner une « pause » dans l'administration du vaccin Johnson & Johnson (Janssen) afin d'examiner les rapports faisant état de caillots sanguins. Il s'est avéré que six cas de caillots sanguins ont été signalés sur quelque sept millions de personnes ayant reçu le vaccin J&J. Dans ses remarques à la presse, Fauci a **déclaré** : « L'une des choses qui est, je pense, si bonne dans notre système ici, c'est que nous sommes régis par la science, et non par toute autre considération. » Il y a de bonnes raisons de mettre en doute sa remarque.

Cette déclaration était censée rassurer les gens sur le fait que les autorités faisaient preuve d'une extrême prudence avec les médicaments expérimentaux contre la Covid-19 qui, après tout, n'ont jamais été testés en masse sur des humains auparavant et n'ont obtenu qu'une « autorisation d'utilisation d'urgence », une approbation provisoire de la FDA. La FDA a rapidement levé la pause lorsque J&J a accepté d'imprimer sur ses paquets que son vaccin pouvait provoquer des caillots sanguins.

Pourtant, dans le même temps, les fabricants de vaccins rivaux, Pfizer et Moderna, qui utilisent tous deux un traitement génétique hyper-expérimental connu sous le nom d'ARNm, n'ont pas été freinés par « la science » malgré le fait que des centaines de milliers de réactions graves alarmantes liées aux vaccins, y compris des données officielles faisant état de plusieurs milliers de décès dus aux deux, ont été enregistrées par la base de données VAERS (Vaccine Adverse Event Reporting System) du CDC.

Selon le CDC, ces événements « indésirables », post-vaccinaux, comprennent l'anaphylaxie, la thrombose avec syndrome de thrombocytopenie, le syndrome de Guillain-Barré, la myocardite, la péricardite et la mort. Pour la semaine du 16 juillet, le VAERS des CDC a fait état d'un nombre alarmant de 9 125 décès signalés depuis la fin décembre suite à la vaccination pour la Covid-19. Jamais dans l'histoire un nombre aussi élevé de décès n'a été associé à un vaccin, et pourtant les médias gardent un **silence assourdissant** à ce sujet.

Leur bilan scientifique lamentable

La formulation de Fauci est précise et délibérément manipulatrice. Elle suggère qu'il existe une chose fixe que nous pouvons appeler « la science », comme un dogme religieux du Vatican, alors que la véritable méthode scientifique est celle du questionnement continu, du renversement des hypothèses passées par de nouvelles hypothèses prouvées, de l'ajustement permanent. Pourtant, lorsqu'il s'agit de « science », la poignée de grosse compagnie fabricants de vaccins, parfois connus sous le nom de Big Pharma, un cartel qui n'est pas sans rappeler Big Oil, ont un palmarès de fraude, de falsification délibérée de leurs propres tests, ainsi que de corruption généralisée de médecins et de responsables médicaux pour

promouvoir leurs différents médicaments malgré les résultats de la « science » qui contredisent leurs affirmations de sécurité. Un regard sur les principaux géants pharmaceutiques mondiaux est instructif.

J&J

Nous commençons par la société Johnson & Johnson du New Jersey. Le 21 juillet 2021, J&J et trois autres petits fabricants de médicaments ont accepté de payer 26 milliards de dollars de dommages et intérêts à un groupe d'États américains pour leur rôle dans l'épidémie d'opioïdes en Amérique. Sur ce montant, J&J paiera 5 milliards de dollars. Le CDC estime que l'utilisation d'opioïdes hautement addictifs comme analgésiques a causé au moins 500 000 décès entre 1999 et 2019. Johnson & Johnson est accusé d'avoir poussé à l'utilisation excessive d'antidouleurs mortels et d'avoir minimisé les risques de dépendance. Ils étaient pourtant bien placés **pour le connaître**.

Le même J&J est dans une énorme bataille juridique pour avoir sciemment utilisé un cancérigène dans sa célèbre poudre pour bébé. Une enquête de Reuters datant de 2018 a révélé que J&J savait depuis des décennies que l'amiante, un cancérigène connu, se cachait dans sa poudre pour bébé et d'autres produits cosmétiques à base de talc. L'entreprise envisagerait de scinder légalement sa division de poudre pour bébé en une petite société distincte qui se déclarerait ensuite en faillite pour éviter **de gros versements**. Le vaccin contre la Covid-19 de J&J, contrairement à celui de Pfizer et Moderna, n'utilise pas de modification génétique de l'ARNm.

Les deux fabricants mondiaux de vaccins contre la Covid-19, qui détiennent de loin le plus grand marché à ce jour, sont ceux dont Fauci fait personnellement la promotion. Il s'agit de Pfizer, en alliance avec la minuscule société allemande BioNTech sous le nom de Comirnaty, et de la société américaine de biotechnologie Moderna.

Pfizer

Pfizer, l'un des plus grands fabricants de vaccins au monde en termes de ventes, a été fondé en 1849 aux États-Unis. Cette société possède également l'un des casiers judiciaires les plus chargés en matière de fraude, de corruption, de falsification et de dommages avérés. Selon une étude canadienne datant de 2010, « Pfizer a été un « délinquant chronique », s'engageant de manière persistante dans des pratiques commerciales illégales et corrompues, soudoyant des médecins et **supprimant** des résultats d'essais défavorables. » C'est grave. Il convient de noter que Pfizer n'a pas encore rendu publics les détails de ses études sur le vaccin contre la Covid-19 pour un examen externe.

La liste des crimes commis par Pfizer s'est allongée depuis 2010. L'entreprise fait actuellement l'objet de poursuites judiciaires liées à des accusations selon lesquelles son médicament contre les brûlures d'estomac, le Zantac, est contaminé par une substance cancérigène. En 2009, Pfizer a reçu la plus grosse amende de l'histoire des États-Unis dans le domaine des médicaments, dans le cadre d'un accord de plaidoyer portant sur 2,3 milliards de dollars, pour avoir fait la promotion mensongère des médicaments Bextra et Celebrex et versé des pots-de-vin à des médecins complaisants. Pfizer a plaidé coupable d'avoir commercialisé quatre médicaments, dont le Bextra, « avec l'intention de frauder ou d'induire en erreur ». L'entreprise a **été contrainte** de retirer son antidouleur contre l'arthrite, le Bextra, aux États-Unis et dans l'Union européenne, car il provoquait des crises cardiaques, des accidents vasculaires cérébraux et de graves maladies de la peau.

Dans le but évident d'augmenter ses revenus, Pfizer a illégalement versé des pots-de-vin à des médecins pour une utilisation « non indiquée sur l'étiquette » de plusieurs de ses médicaments, ce qui a entraîné des blessures ou la mort de patients. Parmi ceux-ci **figuraient** le Bextra (valdécoxib), le Geodon (ziprasidone HCl), un antipsychotique atypique, le Zyvox (linézolide), un antibiotique, le Lyrica (prégabaline), un médicament contre les crises d'épilepsie, son célèbre Viagra (sildénafil), un médicament contre les troubles de l'érection, et le Lipitor (atorvastatine), un médicament contre le cholestérol.

Dans un **autre procès**, les filiales de Pfizer ont été contraintes de payer 142 millions de dollars et de divulguer des documents de l'entreprise qui montraient qu'elle commercialisait illégalement la gabapentine pour des utilisations non indiquées sur l'étiquette. « Les données révélées dans une série de procès américains indiquent que le médicament était promu par la société pharmaceutique comme

traitement de la douleur, des migraines et des troubles bipolaires – alors qu’il n’était pas efficace pour traiter ces affections et qu’il était en fait toxique dans certains cas, selon la Therapeutics Initiative, un groupe indépendant de recherche sur les médicaments de l’Université de Colombie-Britannique. Les essais ont forcé l’entreprise à publier toutes ses études sur le médicament, y compris celles qu’elle gardait cachées. »

En 2004, Warner-Lambert, filiale de Pfizer, a été contrainte de payer 430 millions de dollars pour régler les accusations criminelles et la responsabilité civile découlant de ses pratiques commerciales frauduleuses concernant le Neurontin, sa marque pour le médicament gabapentin. Développé à l’origine pour le traitement de l’épilepsie, Neurontin a fait l’objet d’une promotion illégale pour le traitement de la douleur neurologique, et en particulier pour la migraine et le trouble bipolaire, alors qu’il n’était pas efficace pour traiter ces affections et qu’il était même toxique dans certains cas. Le Neurontin pour des *utilisations non approuvées* a représenté environ 90 % des 2,7 milliards de dollars de ventes en 2003.

Un rapport du New York Times a révélé en 2010 que Pfizer « ...a versé environ 20 millions de dollars à 4 500 médecins et autres professionnels de la santé aux États-Unis pour des consultations et pour parler en son nom au cours des six derniers mois de 2009 ». Elle a versé 15,3 millions de dollars supplémentaires à 250 centres médicaux universitaires et autres groupes de recherche pour des essais cliniques. Dans la pratique juridique américaine, il est rare que les dirigeants d’entreprise qui commettent des actes criminels soient poursuivis. Il en résulte que les amendes judiciaires sont traitées comme des « coûts commerciaux » dans ce milieu cynique. En huit ans de malversations répétées jusqu’en 2009, Pfizer a *accumulé* un peu moins de 3 milliards de dollars d’amendes et de sanctions civiles, soit environ un tiers de ses revenus nets annuels.

En 2020, alors que son vaccin contre la Covid-19 était en cours de développement, Pfizer a payé 13 150 000 dollars en lobbying auprès du Congrès et de fonctionnaires à Washington, entre autres. Il faut également noter que la Fondation Bill et Melinda Gates possède des actions à la fois de Pfizer et de leur partenaire dans le principal vaccin à ARNm, l’allemand BioNTech.

Moderna

Le troisième producteur de vaccins contre la Covid-19 ayant reçu une autorisation d’utilisation d’urgence (EUA) de la FDA est Moderna, de Cambridge, Massachusetts. Contrairement à J&J ou Pfizer, il n’a pas encore été poursuivi pour pratiques illégales. Peut être parce qu’avant son EUA pour son vaccin expérimental à ARNm il n’avait, en dix ans d’existence depuis 2010, pas réussi à obtenir l’approbation de la FDA pour commercialiser un seul médicament, malgré des tentatives répétées et infructueuses. Cependant, Moderna a un panneau au néon rouge qui indique « conflit d’intérêts » qui devrait donner à réfléchir.

Moderna et le NIAID de Fauci ont collaboré au développement de vaccins en utilisant la plateforme ARNm de Moderna et le NIAID de Fauci sur les coronavirus, dont le MERS, depuis au moins novembre 2015. Le 13 janvier 2020, avant même que le premier cas d’un supposé « nouveau coronavirus » de Wuhan, en Chine, ne soit détecté aux États-Unis, le NIAID de Fauci et Moderna signaient un accord de coopération actualisé qui les décrivait comme copropriétaires d’un coronavirus basé sur l’ARNm et qu’ils avaient finalisé une séquence pour l’ARNm-1273, le vaccin qui est maintenant *administré* à des millions de personnes pour soi-disant éviter le nouveau coronavirus. Cela signifie que le NIAID de Fauci, et peut-être Fauci personnellement (c’est autorisé aux États-Unis), allait tirer d’énormes avantages financiers de l’approbation d’urgence du vaccin Moderna, mais Fauci n’a jamais admis publiquement ce conflit lorsqu’il était conseiller de Trump, ni lorsqu’il était conseiller de Biden.

Dix jours plus tard, le 23 janvier 2020, Moderna annonçait qu’elle avait obtenu un financement du CEPI, un fonds pour les vaccins créé par la fondation de Bill Gates et le WEF de Davos, entre autres, pour *développer* un vaccin à ARNm contre le virus de Wuhan.

Moderna a été créé par un investisseur en capital-risque, Noubar Afeyan, ainsi que par Timothy A. Springer, professeur à Harvard, et d’autres personnes. En 2011, Afeyan a recruté Stéphane Bancel, homme d’affaires français et ancien cadre d’Eli Lilly, comme PDG. Bien qu’il n’ait aucun diplôme en médecine ou en sciences, ni aucune

expérience dans la gestion d’une opération de développement de médicaments, Bancel se présente comme cotitulaire d’une centaine de brevets de Moderna liés aux différents vaccins. À partir de 2013, la petite Moderna a reçu des subventions du Pentagone pour développer sa technologie ARNm. En 2020, juste avant de recevoir l’autorisation d’utilisation d’urgence de la FDA, 89 % des revenus de Moderna provenaient de subventions du gouvernement américain. Cette entreprise est loin d’être expérimentée, mais elle tient le destin de millions de personnes entre ses mains. Comme le dit Fauci, « faites confiance à la science ».

En février 2016, *un éditorial* de la revue Nature reprochait à Moderna de ne pas publier d’articles évalués par des pairs sur sa technologie, contrairement à la plupart des autres sociétés de biotechnologie émergentes ou établies. L’entreprise reste ultra-secrète. La même année, en 2016, Moderna a obtenu 20 millions de dollars de la Fondation Gates pour le développement de vaccins utilisant l’ARNm.

Jusqu’à ce qu’elle reçoive l’approbation de l’EUA pour son produit « covid » à base d’ARNm en décembre 2020, Moderna n’avait cumulé que des pertes, depuis sa fondation. Puis, curieusement, à la suite d’une réunion personnelle en mars 2020 avec le président de l’époque, Trump, où Bancel a dit au président que Moderna pourrait avoir un vaccin prêt en quelques mois, l’opportunité pour Moderna est à portée de main.

Le 15 mai, Trump annonçait la création de l’opération « Warp Seed » pour mettre en place un vaccin contre la Covid-19 d’ici décembre. Le chef du groupe présidentiel était un vétéran de 30 ans de R&D de la grande firme pharmaceutique britannique GSK, Moncef Slaoui. En 2017, Slaoui avait démissionné de GSK et rejoint le conseil d’administration de nul autre que Moderna. Sous le Warp Speed de Slaoui, quelque 22 milliards de dollars de l’argent des contribuables américains ont été donnés à différents fabricants de vaccins. Moderna en fut l’un des principaux bénéficiaires, un conflit d’intérêt flagrant, mais personne ne semblait s’en soucier. Slaoui a acheminé quelque 2 milliards de dollars de fonds publics vers son ancienne société, Moderna, pour développer le vaccin à ARNm contre la Covid-19. Ce n’est que sous la critique publique que Slaoui a vendu ses actions dans Moderna, faisant des millions de bénéfices grâce au rôle de Moderna en tant que candidat principal pour le vaccin contre la Covid-19. Peu de temps après sa démission à la fin de la présidence Trump, Slaoui a été licencié par son ancienne entreprise GSK suite à des accusations de *harcèlement sexuel* envers une employée d’une filiale de l’entreprise.

En février 2020, le secrétaire d’État à la santé et aux services sociaux de Trump, Alex Azar, a invoqué la loi sur la préparation et l’état de préparation aux situations d’urgence (PREP) pour exempter Moderna, Pfizer, J&J et tout futur fabricant anti-covid de toute responsabilité découlant des dommages ou des décès causés par leurs vaccins contre le coronavirus de Wuhan. La protection juridique dure jusqu’en 2024. Si les vaccins sont si bons et sûrs, pourquoi une telle mesure est-elle nécessaire ? M. Azar *était auparavant* à la tête du géant américain de la pharmacie Eli Lilly. Il y a de sérieuses questions qui doivent être soulevées ouvertement concernant les fabricants de vaccins qui poussent pour que des formulations expérimentales génétiquement modifiées très controversées soient expérimentés sur la population.